

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Présentation

Le comité de rédaction

Numéro 4 (44), automne 1980

Logement et luttes urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035028ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035028ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Le comité de rédaction (1980). Présentation. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 3–5.
<https://doi.org/10.7202/1035028ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Présentation

Dans le contexte actuel de crise que traversent la majorité des pays capitalistes avancés, les interventions gouvernementales à l'égard du développement des villes, de l'aménagement des quartiers, de la mise en place des équipements et services communautaires continuent à soutenir les intérêts capitalistes même si ces interventions ont tendance à prendre une forme moins directe. Ceci se traduit à la fois par des restrictions sur le plan des investissements au niveau des infrastructures — donc par un certain « désengagement » en ce qui concerne le redéveloppement urbain — et par une transformation des modes de gestion traditionnels qui tentent de combiner diverses formules de décentralisation à un contrôle bureaucratique de plus en plus serré quoique moins apparent.

Ces bouleversements, qui caractérisent bon nombre d'États capitalistes, viennent renforcer, dans bien des cas, les restrictions économiques directement engendrées par la récession sur le marché du travail. Ainsi se détériorent les conditions de vie sur tous les plans à la fois alors qu'il est difficile d'entrevoir une alternative et des stratégies de lutte efficaces.

Diverses formes de revendications expriment d'une façon très concrète les demandes de participation, les mobilisations, les luttes en vue de récupérer le contrôle sur les conditions de vie, en particulier sur l'habitat. Elles prennent des orientations et des formes multiples ; aussi se retrouve-t-on devant un éclatement des pratiques qui oblige une confrontation des stratégies de lutte et des perspectives

politiques qu'elles engagent de même qu'une remise en question fondamentale du militantisme. Les luttes urbaines n'ont nettement plus l'assurance et l'homogénéité que, malgré tout, elles renfermaient au début des années 70. Néanmoins, elles persistent et continuent à témoigner des injustices sociales et du poids que les intérêts capitalistes font toujours peser sur le développement et l'aménagement de l'espace urbain.

Dans la ligne des numéros antérieurs sur la santé et l'éducation populaire, le présent numéro poursuit la réflexion sur l'action communautaire et ses diverses formes d'intervention dans les sociétés capitalistes avancées. Il vise avant tout à favoriser le débat sur le sens et la portée des luttes, sur les enjeux des mobilisations urbaines, l'essor des mécanismes de participation mis en place par les gouvernements et la revalorisation des paliers locaux (qu'il s'agisse de quartiers, de communautés, de municipalités, etc.) en vue de préciser les conditions d'une mobilisation et d'esquisser des alternatives aux formes démocratiques traditionnelles de représentation. Les contributions qu'on retrouvera dans ce numéro font appel à une série d'expérimentations marquées évidemment par les conjonctures nationales où elles se déroulent. Aussi pensons-nous qu'elles fournissent des éléments de comparaison, voire de confrontation, susceptibles d'aider les militants ainsi que les intervenants communautaires qui remettent en question leurs pratiques à entreprendre ou à poursuivre leurs propres réflexions.

Trois thèmes majeurs se dégagent des diverses contributions. Le premier a trait aux stratégies et aux moyens de lutte à l'occasion de mobilisations spécifiques, aux revendications portant sur des enjeux précis, tels les loyers ou les équipements, ou encore à des luttes qui ont tenté d'empêcher la transformation des quartiers ou du cadre de vie. Il rassemble des préoccupations avant tout centrées sur l'action. C'est dans cette perspective, par exemple, que s'inscrit l'article de D. Dind consacré à des grèves de locataires à Genève. Ce type d'action se rapproche des interventions menées par la Fédération nationale des habitants de cité, en Belgique (M. Gerard), et de celles des groupes en lutte dans les 13^e et 14^e arrondissements à Paris. Au Québec, même si la mobilisation semble plus difficile concernant la hausse des loyers, les locataires sont confrontés à des problèmes identiques. C'est ce dont nous font part J. Patenaude, à partir des actions entreprises par un comité de logement et T. Stanhope en ce qui concerne les revendications des locataires de H.L.M.

Mais ce n'est pas uniquement contre les hausses de loyer ou les évictions que se mobilisent les locataires, les citoyens. La détérioration des conditions de vie et son impact sur les équipements communautaires se fait de plus en plus sentir. Elle entraîne à la fois des actions sur des enjeux très spécifiques comme celui du transport en commun à Bruxelles dont témoigne le texte de J. Dustin et des luttes pour conserver le cadre de vie existant dans des quartiers populaires en transformation. Ce type d'actions qui débouchent sur une remise en cause globale de la stratégie urbaine dominante à l'égard de l'aménagement et du développement des quartiers et des régions métropolitaines semble répandu. Pour le Québec, les articles de M. Bachand pour la ville de Hull, de G. Doré et D. Plamondon, de P. Racicot pour la ville de Québec ainsi que de P. Hamel et J.-F. Léonard pour Montréal tentent de rendre compte de l'orientation générale et de l'évolution des mouvements revendicatifs concernant la transformation des quartiers populaires périphériques aux centres-villes. Pour leur part J.-G. Laguë et C. Watters présentent une intervention dans le domaine de l'habitat visant à freiner le redéveloppement urbain. R. Couillard et R. Mayer évoquent, eux, l'implication d'un organisme communautaire dans le maintien de la qualité de vie d'un

quartier. Pour la Suisse, M. Toche expose la forme qu'a prise l'action populaire contre le délogement et la mort lente d'un quartier de Genève. En Belgique, trois exemples représentent cette même perspective d'action : l'action de quartier du « 25 » à Marcinelle dont parlent A. Croegaert et P. Dailly ; la Neefsteeg à Anvers (D. Cosyns) ; les quartiers Nord et Botanique à Bruxelles au sujet desquels N. Brasseur et C. Buysse retracent dix ans d'actions communautaires.

Le deuxième thème et les articles qui s'y rapportent concernent plus particulièrement la question de l'implication des professionnels — principalement les architectes et les travailleurs sociaux — et les effets de leur participation active ou de leur soutien technique aux luttes urbaines. Le rôle des architectes semble indissociable de celui des écoles de formation souvent traversées, elles aussi, par les conflits dont la gestion des questions urbaines est l'objet. Que ce soit à Genève (D. Marco), à Bruxelles (R. Borremans), à Paris (groupes en lutte dans le Marais) ou à Montréal (G. Lauzon et M. Sévigny), on peut découvrir l'importance du rôle de soutien technique des architectes dans les luttes urbaines et du même coup les conséquences politiques de leurs gestes de soutien, soit pour eux-mêmes, soit pour les établissements qui les forment. Les travailleurs sociaux doivent eux aussi faire face à l'ambiguïté de leur position institutionnelle lorsque se pose pour eux le problème de leur insertion dans les mouvements de lutte. Les contributions de N. Brasseur et C. Buysse pour la Belgique, de J.P. Aeøersold et D. Dind pour la Suisse, de R. Dion et F. Leroux pour le Québec en témoignent. J. Ion et A. Micoud, ainsi que B. Roudet analysent dans le même sens l'ambiguïté du travail d'animateurs sociaux de collectivités françaises. L. Nizard met en évidence la distance sociale qui sépare concepteurs et animateurs d'un projet d'habitation des simples usagers.

On peut mentionner également ici la contribution de N. de Roo Lemos qui, en se penchant sur les problèmes de la participation populaire à la gestion de l'habitat en Amérique latine, met en évidence le rôle joué par divers groupes de professionnels, agents de développement, architectes « aux pieds nus », dans l'émergence d'une participation populaire à l'aménagement des villages ou des quartiers urbains.

Le troisième thème, tout en mettant l'accent sur les mobilisations et les modes d'action collective autour des enjeux urbains, soulève la question de la portée socio-politique des mobilisations populaires sur les conditions de vie et les enjeux urbains. À ce propos, les avenues d'interprétation et les perspectives proposées se situent au moins sur deux axes.

D'une part, on tente d'évaluer les possibilités d'articulation des luttes au mouvement syndical ou encore on propose une syndicalisation des mouvements revendicatifs eux-mêmes. Ainsi, plusieurs articles français évoquent l'essor du syndicalisme du cadre de vie. J. Ion, en particulier, illustre les liens de ce syndicalisme au syndicalisme ouvrier dans le cas de Saint-Étienne. H. Delasi aborde cette question dans le contexte bruxellois, D. Dind dans celui de Genève, alors que G. Larose vise à définir les moyens et les stratégies susceptibles de favoriser l'articulation des mobilisations sur les conditions de vie et l'action du mouvement syndical au Québec.

D'autre part, on s'interroge sur le caractère de « mouvement social » de ces luttes et sur leur capacité d'exprimer des conflits de classes ou de rompre, à travers leurs projets et leurs formes d'organisation, avec les modèles qu'emprunte la démocratie représentative traditionnelle pour maintenir le consensus social. De ce point de vue, les mouvements revendicatifs urbains relancent le débat sur les enjeux de la démocratie puisque les formes d'organisation et de lutte qu'ils définissent se confrontent d'une façon pratique à la fois aux modèles de gestion étatique de l'urbain et du pouvoir local et aux diverses propositions de la gauche pour renouveler la démocratie traditionnelle, tels la démocratie directe, l'autogestion, le

socialisme démocratique, etc. Jusqu'à quel point ces mouvements ne favorisent-ils pas une intégration sociale peut-être conflictuelle mais plus prévisible ? Ne s'agit-il pas d'un moyen d'expression que privilégient prioritairement la petite-bourgeoisie et les classes moyennes ?

M. Wiewiorka situe dans cette perspective l'évolution des choix et des engagements idéologiques des chercheurs et des acteurs de la question urbaine pour proposer de nouvelles hypothèses sur les mouvements urbains qui s'articulent à la fois à la crise des réseaux traditionnels de représentation politique et à une perspective de défense communautaire. Pour sa part, J.-P. Garnier revient sur les hypothèses optimistes formulées dans le passé à l'égard de la portée socio-politique des mouvements revendicatifs urbains pour considérer plutôt leur dimension récupératrice, particulièrement dans les cas où il y a participation, de la part des forces de gauche, à la gestion du pouvoir local. L'expérience de Meylan (B. Roudet) et celle de Saint-Étienne réfèrent précisément à des expériences de gestion municipale par des partis de gauche.

L'ensemble de ces articles ouvre la discussion sur cet aspect de la crise sociale actuelle relatif aux choix posés tant du côté de l'État et des classes dirigeantes que de celui des groupes et des acteurs en lutte pour renouveler ou déplacer le consensus social. À ce titre, l'histoire des mobilisations urbaines témoigne, au-delà des discours, d'engagements sociaux et politiques en vue de se réappropriier ces villes qui n'appartiennent toujours pas à leurs citoyens.

*Le comité de rédaction
Montréal, août 1980*

PROCHAIN NUMÉRO :
LA RECHERCHE-ACTION

Parution : printemps 1981

Abonnez-vous dès maintenant.
Voir les détails en dernière page.
